

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Sidérurgie

20 000 suppressions d'emplois supplémentaires, quelques regroupements et changements de directeurs, prise de participation (prise en main plus directe) par l'État : voilà en gros le plan pour la sidérurgie dont a discuté, ce mercredi, le conseil des ministres. Dans la ligne des précédents, il est conforme au langage tenu par Barre depuis longtemps : « Moderniser notre sidérurgie, refondre la partie de l'appareil de production vétuste et inadapté, fermer certaines installations ».

Ce langage, c'est celui de la vérité, de la vérité capitaliste bien sûr. Et la vérité capitaliste, c'est qu'au Japon, aux États-Unis, en Belgique, il faut moins d'heures et d'hommes pour faire une tonne d'acier qu'en France et que l'acier y est donc moins cher.

Or, l'acier intervient dans toutes les productions (à commencer par celles des machines) et donc dans tous les prix de revient !

Alors, quand la loi d'airain qui commande tout, c'est la loi de la concurrence, quand cette concurrence est particulièrement aiguë parce qu'à force de se développer, les pays développés se marchent partout sur les pieds les uns les autres, qu'aucun trust ne croit et ne peut plus croître dans un cadre national, que peut-il se passer ?

Quand on est en système capitaliste, au stade monopoliste de son développement, dans une crise où les monopoles se font une guerre sans merci et où aucun marché n'est protégé par aucune frontière, alors la vérité capitaliste, c'est bien le langage de Barre, les plans du gouvernement de l'État des monopoles que préside Giscard. Pour armer les monopoles français face à leurs concurrents, il faut que l'acier soit moins cher. Et comme les capitalistes ne sont pas trop tentés de mettre leurs capitaux dans un secteur « en difficulté » (c'est-à-dire où le profit n'est pas intéressant), alors c'est l'État, pour le compte de tous les capitalistes, qui s'en charge, sur le dos des travailleurs bien évidemment.

A gauche, on nous clairotte qu'avec plus de participation de l'État ou avec une véritable nationalisation (démocratique), on pourrait sortir de cette logique et « sauver », comme ils disent « notre sidérurgie. C'est pure illusion si la loi du marché reste la loi capitaliste : la loi de la concurrence.

Et pour briser cette logique, il n'y a qu'un moyen : c'est briser le capitalisme et instaurer le socialisme où la production s'organise pour satisfaire les besoins du peuple, aider les autres peuples dans le monde et non pour conquérir des marchés, vendre toujours plus.

Cette illusion qu'on pourrait s'en sortir, éviter les licenciements simplement avec une autre politique industrielle (et toujours dans le système capitaliste) est dangereuse parce qu'elle détourne de la lutte pour briser le capitalisme et aussi de la lutte pour résister aux coups contre les travailleurs que sont les plans du gouvernement.

Car le seul moyen que les licenciements ne soient pas, justement, une fatalité, c'est de mener fermement contre eux le combat.

Gilles CARPENTIER

L'euphorie de Carter de courte durée

● L'OLP appelle à la grève générale en Palestine

● La Jordanie et l'Arabie saoudite refusent de s'associer aux accords

(Voir articles en page 3)



Sur cette photo des réfugiés palestiniens au Liban. Les accords de Camp David n'empêcheront pas le peuple palestinien de lutter pour recouvrer sa patrie.

Plan social du patronat pour l'emploi des jeunes et des femmes

Du social à la sauce patronale

« Il faut poursuivre la lutte contre l'inflation », on est habitué à ce refrain des Boulin, Barre et Cie, et aussi à ses effets sur les fins de mois de plus en plus difficiles pour les travailleurs. Aujourd'hui, c'est Chotard du CNPF qui déclare : « Face au chômage, il serait vain de se résigner »

et il continue : « Il serait vain d'imaginer des mesures pires que le mal ». Qu'est-ce qu'il propose ? Des mesures pour les femmes, les jeunes et l'aménagement du temps de travail.

EMPLOI DES FEMMES

Fin août, 52 % des

demandeurs d'emplois sont des travailleuses.

La semaine dernière, Ceyrac parlant du travail des femmes disait que c'était « un phénomène de société » et tout juste s'il ne déclarait pas qu'elles devaient rester à la maison... Aujourd'hui, Chotard dit aux autres patrons : « Offrez aux femmes des postes de travail jusqu'ici réservés aux hommes ».

Mis à part le fait qu'il ne s'agit que d'une simple recommandation, le conseil donné ici est de choisir une travailleuse plutôt qu'un travailleur. Globalement, cela ne fera pas baisser le chômage, et puis la main d'œuvre féminine est moins pa-

yée, alors voilà un bon conseil !

EMPLOI DES JEUNES

650 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, 650 000 jeunes qui sont moins à la merci des charges de familles que les travailleurs plus âgés et plus prompts à la révolte, pour les bourgeois c'est de la dynamite dont il faut se méfier...

Pour eux, l'intention est de renouveler avec la méthode des « stages Barre » autrement appelée Pacte national pour l'emploi. Pour les capitalistes, une main d'œuvre sous-payée, licenci-

(Suite page 4)



Les stages Barre

Pour les jeunes de 16 à 25 ans, durée de 6 à 10 mois ; ceux qui avaient plus de 18 ans, touchaient 1 500 F par mois, les autres 400 F. Leur but était soi-disant d'apprendre un métier aux jeunes. Les stagiaires étaient payés par l'État.

En fait, sous couvert de social, c'était un nouveau cadeau aux patrons. Les cours de formation sont complètement bidon et les stagiaires seront mis à la chaîne, feront du travail de nuit, bref, c'est de la main-d'œuvre gratuite pour les capitalistes qui en plus sont dispensés de payer les charges sociales pour ces jeunes travailleurs.

SOMMAIRE

Sidérurgie : intervention accrue de l'Etat

Intervention accrue de l'Etat : quelles raisons ? La concurrence devient acharnée ; les profits des patrons diminuent ; l'Etat vole à leur secours. Page 5

Jacques Jurquet rencontre Pol Pot

Rencontre entre Jacques Jurquet et Pol Pot, secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea. Page 4

Air bus ou Boeing

Nouvelle tentative des capitalistes européens de l'aéronautique pour concurrencer les USA. Page 5

Corée : il faut un front-uni

En lutte pour l'édification du pays et sa réunification, la Corée s'oppose à l'impérialisme et au dominationnisme. Page 8

Retour du Kampuchea d'une délégation de l'Association Belgique-Kampuchea

Pourquoi la suppression de la monnaie ?



Dans notre édition du samedi 16, nous avons publié un extrait de la conférence de presse tenue par une délégation de l'Association Belgique-Kampuchea, de retour du Cambodge. Les extraits portaient sur l'envoi des populations urbaines à la campagne et sur la répression des crimes de guerre. Aujourd'hui, nous reproduisons les explications que des Cambodgiens ont données à nos amis belges sur la suppression de la monnaie, ce qui inclut la suppression des magasins, points de vente, banques, compagnies d'assurances, etc.

Pour comprendre la suppression de la monnaie, il faut bien voir d'abord que cette mesure est conjoncturelle et que le Cambodge vit en fait une période très rude de reconstruction du pays, qu'on peut comparer à celle du « communisme de guerre » en URSS, après octobre 1917.

« La suppression de la monnaie était liée à l'origine aux impératifs de notre guerre de libération nationale.

» En 1970-1971, nous avions déjà libéré 75 à 80 % de notre territoire. Nous détenions le pouvoir politique et le pouvoir militaire. Mais le pouvoir économique nous échappait. Il était entre les mains des propriétaires fonciers et des capitalistes. En outre, la monnaie de Lon Nol continuait encore à avoir cours dans notre zone libérée. Grâce à la monnaie dépréciée de Lon Nol, les propriétaires fonciers et les capitalistes accaparaient toute la production de riz pour la revendre à l'ennemi, privant ainsi notre peuple, et notre armée de vivres. La guerre de libération nationale s'en ressentait gravement. Dans ces conditions, il nous était impossible de vaincre. Pour vaincre, il nous fallait nous assurer le contrôle de la production de riz. Notre seul recours était alors de généraliser les coopératives paysannes de production qui commençaient déjà à se constituer en de nombreux endroits de notre zone libérée. C'est ce que nous avons

fait à partir du milieu de 1973.

Avec la généralisation des coopératives paysannes de production, les paysans ainsi que le pouvoir révolutionnaire se sont rendus maîtres de toute la production de riz. La vie du peuple a pu être mieux assurée de même que le ravitaillement de l'armée. En même temps, la politique consistant à couper tout ravitaillement en vivres à l'ennemi était devenue plus efficace. L'État était en mesure de s'assurer le monopole des principaux produits stratégiques : riz, sel, étoffe et carburant.

Dans notre zone libérée, le rôle de la monnaie diminuait rapidement. En 1974, il a diminué de 80 %. A la veille de la libération, la monnaie a cessé complètement d'avoir cours. Cette pratique nous a conduits à nous passer de l'usage de la monnaie jusqu'à présent.

Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Ce problème ne dépend que du peuple. Si le peuple a besoin de recourir de nouveau à l'usage de la monnaie, nous nous y plierons. Mais jusqu'à présent, notre peuple n'a pas encore senti la nécessité de recourir à l'usage de la monnaie.

L'Éthiopie 4 ans après.... (4)

Les problèmes de Moscou

Cet article est le dernier de la série consacrée à l'Éthiopie quatre ans après la révolution. Nous avons jusqu'ici vu comment, trois ans après la révolution, le gouvernement éthiopien, que contrôlait la bourgeoisie nationale, s'est trouvé à la fois dans une situation très grave et très confuse, confusion d'ailleurs soigneusement orchestrée. Nous avons vu comment, mettant à profit cette situation de crise, Moscou avait réussi à mettre sa griffe sur le pays et quelles en avaient été les conséquences au niveau de la révolution démocratique éthiopienne. Nous allons voir aujourd'hui comment on peut analyser la situation actuelle dans le cadre du jeu de Moscou, mais aussi du point de vue des contradictions inévitables entre un opprimé et un oppresseur, entre un maître et un valet, aussi soumis que celui-ci paraisse.

Du point de vue de Moscou, l'Éthiopie est une position très intéressante : elle constitue une tête de pont politique et idéologique des intérêts soviétiques dans le continent africain. Il faut bien sûr, ajouter à cela l'intérêt purement militaire, et pas des moindres, dans le cas de l'Éthiopie.

Commandant le passage de la mer Rouge, l'Éthiopie serait en effet un point stratégique de première importance en cas de conflit important en Europe ou au Proche Orient.

UN ALLIÉ ENCOMBRANT

Mais, par d'autres aspects, l'Éthiopie de Mengistu apparaît comme une al-

liée un peu « encombrante » pour Moscou. La principale raison en est bien sûr le problème érythréen. Moscou a besoin de l'Érythrée pour ses bases militaires. Pour cela, et pour ne pas apparaître trop ouvertement réprimer la lutte nationale érythréenne, la tactique qu'aurait initialement préférée Brejnev était la création d'un État ou d'une province érythréenne affiliée à sa fameuse fédération de la région.

Un problème d'importance, cependant. Pour Mengistu, il n'est pas question d'autonomie et encore moins d'indépendance. Malgré les réticences de Castro, Brejnev a donc dû s'engager, avec les Cubains dans la guerre contre le peuple

érythréen. Si la guerre s'enlisait, la situation de Moscou risquerait cependant de devenir rapidement intenable : l'URSS ne peut pas s'offrir un Vietnam. Il faudrait donc revenir à une solution négociée, et, pour cela, éliminer Mengistu.

UNE « FORMATION IDÉOLOGIQUE ACCÉLÉRÉE »

C'est le sens de l'actuelle mise en avant par Moscou du sous-lieutenant Legesse Asfaw, l'actuel responsable des questions politico-militaires du Derg : celui-ci a reçu à Moscou, une « formation idéologique accélérée » (c'est tout dire).

Si Mengistu refusait alors de se plier trop facilement aux ordres de Moscou, il pourrait alors lui arriver ce qui est arrivé au président Ali Robaye du Sud Yémen pour des raisons similaires en juin dernier. C'est également le sens de la mise en place du fameux parti unique éthiopien par les

conseillers soviétiques, il contrebalancerait l'influence des militaires dans un sens favorable aux intérêts de Moscou.

JAMAIS DEFINITIF

Tout cela ne signifie cependant pas que les Soviétiques soient définitivement installés en Éthiopie. En Égypte, en Somalie, en Guinée aussi, les positions du social-impérialisme paraissent très fortes, le réveil n'en a été que plus brutal. De nombreux Éthiopiens, déjà, n'ont pas manqué de faire la liaison entre « l'aide soviétique », la recrudescence de la guerre et la disparition de bien des acquis de la révolution. Comme tous les peuples d'Afrique, le peuple éthiopien se débarrassera du social-impérialisme.

Serge FOREST

L'association Amnesty international a envoyé récemment un télégramme à Brejnev pour protester contre le projet de rapatrier contre leur gré des étudiants éthiopiens hostiles au régime de Mengistu. Cette démarche fait suite au rapatriement de force de quatre étudiants le 23 août dernier. Selon Amnesty international, ces étudiants auraient été arrêtés et torturés à leur arrivée à Addis Abbeba.

Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde

B. Brecht

Hier : Hitler et tous les fascistes



Meeting au Palais des Sports de Berlin « Les juifs sont notre malheur ».

commandant aviateur Constantini fonda la « Ligue française » pour propager l'idéologie fasciste et

organisa des meetings racistes où il réclamait « la guillotine pour les juifs et les franc-maçons ».

Aujourd'hui : l'URSS de Brejnev

Depuis deux ans, un économiste soviétique, membre du Parti, Valery Emelianov, se répand en invectives sur « le complot judéo-maçonnique qui vise à établir la domination des juifs sur le monde pour l'an 2 000 ».

Cette thèse est simple, c'était déjà celle des nazis : « Il est bien connu, dit Emelianov, que le Konzern sionisto-maçonnique contrôle 80 % de l'économie et 95 % des moyens d'information du monde capitaliste ». Le même Emelianov a dressé la liste des membres du gouvernement américain. Chaque nom y est suivi de la mention « juif » ou « marié à une juive », ou encore « membre de la

loge ». Il a aussi proposé au Comité central du PC de l'URSS d'organiser une campagne contre « le sionisme et la franc-maçonnerie et contre leur source commune : le judaïsme ».

On aurait tort de ne pas prendre ces propos au sérieux, il ne s'agit pas d'initiatives isolées d'un illuminé. Déjà, l'an dernier, les éditions « Jeune Garde » de Moscou, et récemment la revue à grand tirage Ogoniok, ont publié des textes de la même farine. C'est maintenant la très officielle Komsomolskaïa Pravda, journal de la Jeunesse communiste de l'URSS, qui reprend ces thèses haineuses utilisées par tous les fascismes depuis plus d'un demi-siècle.

Et en France

Déjà en 1933, La Libre Parole journal fasciste... « attaque la juiverie internationale... lutte contre le marxisme et la franc-maçonnerie, émanation de l'esprit juif ».

En juillet 1940, dans le manifeste du « Mouvement social révolutionnaire » (MSR), Eugène Deloncle définissait ainsi le

but du mouvement : « Construire la nouvelle Europe en coopération avec l'Allemagne nationale socialiste et toutes les autres nations européennes libérées comme elle du capitalisme libéral, du judaïsme, du bolchevisme et de la franc-maçonnerie ».

Toujours pendant l'occupation allemande, l'ex-

L'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

L'euphorie de Carter de courte durée

L'Arabie saoudite et la Jordanie refusent les accords de Camp David

L'OLP appelle à la grève générale



Dans la nuit de lundi à mardi, des tracts du Fatah ont été distribués en Cisjordanie, appelant le peuple palestinien à poursuivre la lutte contre Israël, alors que plusieurs manifestations se déroulaient dans les territoires occupés. L'OLP a appelé tous les Palestiniens à observer une grève générale mercredi.

Carter, pressé d'obtenir le soutien de l'Arabie saoudite et de la Jordanie a aussitôt envoyé son secrétaire d'Etat, Cyrus Vance dans ces deux pays afin de les convaincre de la nécessité de s'associer et d'apporter leur soutien aux négociations de Camp David et à celles qui doivent suivre.

Mais avant même l'arrivée de Cyrus Vance, les dirigeants de ces deux États avaient convoqué leurs conseils des ministres et leurs réactions n'ont pas du tout été celles attendues par Carter.

« La Jordanie ne se con-

sidère nullement engagée moralement ou légalement par les résultats des négociations de Camp David auxquelles elle n'a jamais participé », telle fut la réponse du conseil des ministres jordaniens à la demande de Carter. Il refuse toute négociation séparée avec Israël qui aurait pour conséquence « d'affaiblir la position arabe » et affirme qu'Israël doit tout d'abord « se retirer des territoires occupés en 1967 et, en particulier, de Jérusalem ».

A son tour, le conseil

des ministres d'Arabie saoudite devait refuser les accords de Camp David, protestant qu'Israël n'a pas accepté de se retirer purement et simplement des territoires occupés et que ces accords n'apportent aucune garantie sur les droits du peuple palestinien.

Ces deux refus viennent apporter un démenti cinglant aux airs triomphants de Carter : ainsi il était indispensable pour la diplomatie américaine que la Jordanie s'associe aux né-

gociations qui devront avoir lieu dans les trois prochains mois sur la Cisjordanie. Carter espère encore pouvoir convaincre les dirigeants des deux pays de revenir sur leurs décisions.

On peut être sûr que Cyrus Vance, son émissaire va tout faire pour cela. Sinon, c'est tout le prestige que Carter escomptait des accords de Camp David qui risque de s'écrouler. C'est aussi la politique de « stabilisation » des USA au Proche Orient qui risque de connaître de grandes difficultés.

Réactions de l'agence Tass

C'est avec des propos très violents que l'Agence Tass a accueilli, mardi, les résultats du sommet de Camp David. Il n'y a rien d'étonnant à cela.

Un succès de la diplomatie américaine au Proche-Orient ferait certes un recul pour la lutte du peuple palestinien, mais elle serait également une grave défaite pour les intérêts et les ambitions de Moscou dans la région.

Depuis des années, sous le masque d'ami des peuples arabes, Moscou manœuvre pour s'infiltrer au Proche-Orient. Jusque là les résultats n'ont d'ailleurs pas été très concluants. La Conférence de Genève, dans laquelle Moscou devait tenir

un rôle égal à celui de Washington n'a jamais eu lieu et le nouvel éclat de la diplomatie américaine ne laisse plus comme solution à Brejnev que de jouer les durs parmi les durs.

Faisant cela, l'Agence Tass doit avoir même la mémoire bien courte. Elle reproche à l'accord des contradictions avec les revendications palestiniennes. C'est exact. Mais il est tout aussi exact que la Conférence de Genève qu'il projetait était elle aussi contradictoire avec la revendication la plus fondamentale de l'OLP. Aucune représentation propre de la cause palestinienne n'y était pré-

vue. Mais alors, cela ne gênait pas Moscou.

Il est bien évident que ce qui gêne le plus le social-impérialisme russe au sommet de Camp David, c'est qu'il n'y était pas invité. Curieusement, la majorité des attaques de l'Agence Tass sont dirigées contre Sadate et non contre Carter et Begin, le sioniste. Faudrait-il y voir un début de campagne contre Sadate ?

N'en doutons pas.

Il y a longtemps que Sadate gêne Moscou par sa politique dans le tiers monde. Une telle campagne serait alors tout à fait propice à une entreprise de déstabilisation en Égypte, l'Afghanistan n'est pas si loin.

Israël n'a pas renoncé à sa politique expansionniste

A peine rentré en Israël, Begin montrait par ses discours que les accords conclus avec Carter et Sadate, lors des négociations de Camp David, n'ont rien changé. Il a notamment déclaré : « Il est inexact que nous ayons accepté de suspendre la création de colonies de peuplement pour une durée de cinq ans. La suspension a seulement été acceptée pour les trois mois nécessaires à la signature des traités de paix. »

Les autres partenaires estimaient, quant à eux, qu'aucune nouvelle colonie ne devait être établie durant les négociations sur le statut de la Cisjordanie et Gaza qui doivent durer pendant cinq ans.

Par ailleurs, Begin insiste sur le fait que le gros de l'armée israélienne, stationnée actuellement en Cisjordanie et à Gaza, restera dans ces territoires même si cette présence doit se concentrer en des positions bien définies. Pour Israël, pas question de revenir là-dessus afin de préserver le « grand Israël ». Cette notion que continue de mettre en avant l'État sioniste est celle qui avait justifié l'invasion au Sud-Liban en mars de cette année. Ainsi, ces accords n'ont en rien changé l'orientation de la politique israélienne qui est toujours axée vers l'expansionnisme aux dépens des peuples arabes.

Enfin, Begin refuse, tou-

jours avec la même fermeté, de reconnaître le peuple palestinien comme une entité. Pas question pour lui de discuter avec l'OLP, toujours considérée comme l'ennemi numéro un à abattre. Pas question non plus pour lui d'accepter la création d'un État palestinien.

Ces diverses déclarations montrent de manière encore plus flagrante que ne l'avait laissé supposer le contenu même des accords qu'aucun des problèmes du Proche-Orient n'ont été résolus.

La « victoire » de Carter apparaît donc bien fragile. Aujourd'hui, après l'euphorie, chacun reprend sa place et le grand « succès » de la rencontre David se couvre de nuages.

Sécurité sociale

Des mesures qui en cachent d'autres

Le gouvernement vient d'avancer la date de versement des cotisations de Sécurité sociale des grandes entreprises et l'État va payer ses dettes. Telles sont les mesures annoncées mardi pour alimenter les caisses de la Sécurité sociale qui seraient, d'après le pouvoir, en déficit. Ces mesures en cachent d'autres à venir dont les travailleurs feront les frais.

Les entreprises employant plus de 400 personnes verseront les cotisations dix jours plus tôt que la date habituelle (le versement devra avoir lieu le 5 au lieu du 15 de chaque mois aux organismes de recouvrement). Cette mesure débloquera 1,5 milliard de francs.

LES DETTES DE L'ÉTAT-PATRON

L'État va payer ses dettes. Car qui savait que l'État, le ministère des Finances, avait des dettes en tant qu'employeur des fonctionnaires. L'État-patron, dont les représentants Giscard-Barre et Cie crient haro sur l'assuré qui se soigne trop, l'État-patron ne paye pas ses cotisations.

A combien s'élèvent les dettes ? On ne le sait pas. Pour « dédommager » la Sécurité sociale des paiements de cotisations en retard, l'État va payer 320 millions de francs. Il va aussi payer la dette du régime agricole de Sécurité sociale, dette qui s'élève à environ un milliard de francs.

LES PATRONS NE PAIENT PAS LEURS DETTES

Il faut remarquer que ces mesures finalement ne touchent guère le patronat dont le versement des cotisations est simplement dé-

calé. Si l'État paie une partie de ses dettes, combien restent impayées ? Il n'est pas question dans ces mesures de faire payer les dettes patronales qui, il y a deux ans environ, s'élevaient à six milliards de francs (un peu moins du montant du prétendu déficit).

Ces mesures, annonce le gouvernement, ne règlent rien quant au déficit. Elles ne font, dit-il, qu'alléger les charges de trésorerie de la Sécurité sociale d'ici à la fin de l'année.

LA DOULOUREUSE POUR LES TRAVAILLEURS

Il est facile de compren-

dre où veut en venir le pouvoir. Les patrons, pourra-t-il annoncer bientôt, ont fait leur devoir en avançant le paiement des cotisations. Aux assurés de faire le leur. C'est à n'en pas douter la douloureuse qu'il annoncera bientôt. Il n'est pas prévu que les patrons paient plus de charges sociales puisque, au contraire, il est question d'alléger celles-ci. C'est du moins ce que demande le CNPF qui est, comme on sait, très écouté par Giscard et Barre.

La douloureuse ne serait d'ailleurs plus de six milliards mais de 8,5 milliards, selon un document officiel.

Le budget de 1978 n'a-t-il d'ailleurs pas prévu de rogner sur les indemnités en imposant celles-ci pour une somme de 900 millions.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser intimider par les campagnes d'intoxication du type « Vous vous soignez trop ». Ils doivent se montrer vigilants pour préserver leurs avantages acquis.

Déficit ou escroquerie ?

Le déficit de la Sécurité sociale provient en premier lieu des dettes patronales (y compris celles de l'État-patron). En 1974, ces dettes s'élevaient à quatre milliards de francs ; en 1976-1977 à six milliards environ.

Le budget de la Sécurité sociale est fortement grévé par le prix élevé des médicaments consommés. Mais ce prix est élevé en raison des profits élevés que font les trusts pharmaceutiques sur les médicaments et aussi par... la TVA que le gouvernement impose et qui est donc payée par la Sécurité sociale.

Enfin, le gouvernement puise dans les caisses de la Sécurité sociale des sommes affectées à tout autre chose qu'aux remboursements : formation du personnel médical, construction d'équipements sanitaires, participation aux investissements concernant la santé. Il utilise ainsi une partie des cotisations comme un impôt déguisé.

Jacques Jurquet rencontre Pol Pot

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, a terminé le 16 septembre son séjour au Kampuchea démocratique (Cambodge).

Selon la radio du Kampuchea démocratique, captée à Pékin, Pol Pot, secrétaire général du Comité central du Parti communiste du Kampuchea, a rencontré, le 15 septembre, au palais d'État de Phnom Penh, la délégation des communistes marxistes-léninistes de France. Ils ont eu une conversation cordiale et amicale.

Pol Pot a hautement apprécié le soutien donné par le Parti communiste marxiste-léniniste de France à la lutte du peuple kampuchéen. Jacques Jurquet a fait un chaleureux éloge du peuple kampuchéen et de l'Armée révolutionnaire pour leurs victoires éclatantes remportées dans la sauvegarde et l'édification de leur pays. Il a exprimé la

conviction que le peuple kampuchéen et l'Armée révolutionnaire remporteront des victoires encore plus grandes dans leur lutte contre l'agression vietnamienne et la grande puissance expansionniste.

Après l'entrevue, Pol Pot a offert un banquet en l'honneur de Jacques Jurquet et de tous les membres de la délégation française.

Le même jour, Ieng Sary, membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchea, s'est entretenu avec Jacques Jurquet. Il a évoqué la consolidation et

le développement de l'amitié révolutionnaire entre le Parti communiste du Kampuchea et le Parti communiste marxiste-léniniste de France ainsi qu'entre les deux peuples. Ils ont également discuté des problèmes internationaux d'intérêt commun. Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de la compréhension mutuelle et de l'amitié révolutionnaire profonde.

Après un voyage dans la région de Siemreap et dans la région centrale du Kampuchea, la délégation a quitté Phnom Penh.

Plan du patronat pour l'emploi des jeunes et des femmes Du social à la sauce patronale

(Suite de la page une)

La nouveauté ici, c'est que Chotard « régionalisait », on ne sait pas bien encore ce qui se cache sous ce terme.

STRATÉGIE GLOBALE DE L'EMPLOI

Le troisième point du CNPF, c'est une stratégie globale de l'emploi, comprenant « l'allègement des charges sociales des entreprises », l'explication de ce nouveau cadeau ? « Il serait invraisemblable que pour indemniser le chômage, on freine l'embauche ». Autrement dit, s'il y a du chômage, c'est parce que les patrons paient des charges sociales trop élevées ! Quel cynisme ! En fait, en bais-

sant la masse salariale des entreprises, cela rendra les capitalistes plus compétitifs pour la concurrence.

A cela s'ajoute un aménagement du temps de travail, c'est-à-dire « des horaires dégressifs en fin de carrière et progressifs au début. Pour les jeunes et les femmes, il s'agirait d'une sorte de sas entre l'école, le foyer et la vie active ».

En fait, ici, c'est un biais pour que les capitalistes puissent utiliser les travailleurs au rythme de leurs commandes, bref encore une atteinte de plus à la durée légale du temps de travail.

Les mesures du CNPF, sous une apparence de social à la sauce des patrons, en fait sont des mesures prises par les capitalistes pour être encore plus « compétitifs ».

Répression contre les immigrés Deux témoignages accusateurs

Les deux témoignages ci-dessous ont été publiés dans le courrier des lecteurs du journal *Libération*. Ils émanent, l'un d'une victime du racisme de la police et de la justice, l'autre d'un témoin d'un tabassage d'immigrés par la police dans les locaux du métro. Ces témoignages sont particulièrement accusateurs. De tels faits ne sont pas des exceptions. Il s'en passe quotidiennement dans notre pays. D'ailleurs, récemment le ministère de l'Intérieur, dans une réponse à la question écrite d'un député, faisait état de 7 492 arrestations dans le métro en 1977. Il reconnaissait par ailleurs que « les jeunes et les étrangers attirent particulièrement l'attention des services chargés de la surveillance. »

« Jugés pour notre race »

A la suite d'une interpellation de deux de mes camarades et moi, datant du 29 avril 1978, à la station de métro Franklin-Roosevelt, effectuée par trois agents chargés de la surveillance à qui, d'après leurs dires, nous avons semblé louches, un de mes camarades a eu le malheur d'élever la voix pour protester : il s'est retrouvé ni plus ni moins avec une ouverture du cuir crânien, coup porté avec la crosse de l'arme d'un des agents.

Nous avons été emmenés au poste de police, mais mon camarade ne s'est toujours pas calmé en protestant et estimant qu'il avait le droit de porter plainte contre cet agent, ces messieurs, pour se couvrir, ont fini par remédier à ça, en nous mettant sur le dos une tentative de vol et une rébellion. Comme c'est simple lorsqu'on est représentant de la loi... quoi de plus facile ? On est sûr d'avoir raison.

PARODIE DE JUSTICE

Nous avons effectué trois mois de préventive,

puis le jugement s'est déroulé le 31 juillet à une chambre correctionnelle, dont je ne veux pas citer le numéro. Lors de ce jugement, nous n'avons pas été jugés pour notre affaire mais plutôt pour nos origines qui, d'après le procureur, étions de trop dans ce pays, nous faisant comprendre qu'il était inutile de nier, car lui était sûr de notre culpabilité et qu'il faut nous punir d'une façon exemplaire.

Non seulement nous avons été jugés pour notre race, mais aussi pour les autres. Le procureur ne s'était pas même préoccupé de regarder l'affaire pour savoir si notre obstination à nier était vraiment fondée, mais ce comportement du procureur n'a pas été le seul. Tous les juges de la salle étaient du même avis que lui.

LES FAUX TÉMOIGNAGES DES POLICIERS

Ce jugement s'est déroulé sans aucune preuve, ni aucun témoin sur qui la tentative de vol du portefeuille a soi-disant été commise. Même l'agent qui nous accuse ne s'était pas présenté : il était soi-disant en vacances les

deux autres agents sont venus témoigner, mais témoigner de quoi ? Ils ont tout simplement dit que, eux, n'avaient pas assisté à la tentative, mais que notre comportement leur avait semblé celui de voleurs à la tire. Ils ont porté serment à la barre, mais eux ne se sont pas mouillés pour cette accusation.

C'est pour cela que je crie le dégoût que j'ai pour cette justice. Ils nous ont condamnés à 8, 15, et 18 mois rien que de prison ferme, alors qu'il n'y avait aucune preuve de culpabilité contre nous, seulement que des suppositions...

« Tabassage dans les locaux du métro »

Samedi 9 septembre 1978, il est environ trois heures lorsque je descends l'escalier « extérieur » du métro Porte de Montreuil.

A peine arrivé en bas, j'entends un mec gueuler, chialer, je ne sais pas trop. Au-dessus de ma tête,

se trouve une bouche d'aération circulaire d'où provient le bruit. Inquiet, je tends l'oreille pour mieux discerner les « gémissements ». Il n'y a pas de doute, ce sont les plaintes d'un homme (un Africain, apparemment) qui vient, peut-être, de se faire passer à tabac.

Aussitôt, je rentre dans le couloir menant aux guichets et là se trouvent les flics habituels contrôlant spécialement les immigrés, mais pas de trace du gars qui gueulait.

Je passe alors devant la flicaille et me poste à côté du guichet, pour remarquer qu'en face de celui-ci se trouve un local (de la RATP) dont la porte (sur laquelle est inscrit : « Entrée interdite au public ») comporte une vitre à moitié opaque. Je crois alors comprendre l'usage de cette pièce. La porte ne comporte pas de poignée extérieure. C'est alors que je distingue des silhouettes aux chemises bleues claires. Des flics ? On ne peut en être sûr.

Je reste donc planté entre le guichet et le local (se trouvant juste en face) regardant tantôt le

Marseille

Le tribunal de commerce de Marseille avait décidé à la fin de la semaine dernière la mise en gérance libre des trois boîtes du secteur industrie du groupe Terrin — gérance libre donnée à l'AMREP. Mardi matin, devait avoir lieu une assemblée générale pour que les travailleurs se prononcent sur cette décision en assemblée générale renvoyée à cause de la table ronde où participaient entre autres patronat et syndicat.

Alors que Defferre demande aux ouvriers du secteur industrie (SAM et Sud-Marine) de reprendre, chez les ouvriers, le climat est au durcissement.

groupe de flics, tantôt la porte vitrée. Un couple (une fille blanche et un gars noir — je m'excuse de l'expression) vient de se faire contrôler. Je les aborde et leur explique les faits : « On est sûrement en train de tabasser un ou des mecs dans ce local, il faut faire quelque chose... »

D'OU SORTENT LES FLICS ET LEURS VICTIMES

Inquiets et devinant l'usage du local, on s'approche vers le guichet derrière lequel se trouvent deux femmes de la Régie, pour leur demander : « Il y a des flics dans ce local qui tabassent apparemment

des immigrés (apparemment, car en fait on n'a rien vu de la scène, seuls les cris nous le font deviner) comment se fait-il qu'ils s'y trouvent, la RATP est-elle au courant ? »

Aussitôt, les femmes tombent des nues : « Mais voyons, c'est impossible, c'est un local technique, il n'est pas possible d'y entrer, sinon j'aurais remarqué la présence de ces gendarmes ; de toutes façons, ils n'auraient rien à y faire... »

Au même moment, la porte s'ouvre, nous avons à peine le temps d'apercevoir au moins quatre flics, il y en a deux qui sortent avec deux Noirs africains semblant se rhabiller.

La femme de la Régie s'étonne et s'exclame : « Mais oui, vous avez raison. Mais comment sont-ils entrés, c'est incroyable des choses pareilles... »

Elle sort alors de son local puis entre dans un autre (se trouvant derrière les tourniquets) dont la paroi est mitoyenne à l'escalier menant aux quais.

On demande alors à celle qui est restée sans explications. Visiblement, elle est comme nous, elle ne sait que faire. Les secondes passent, toujours rien, la porte vitrée du local est refermée, les autres flics contrôlent toujours...

(Les intertitres sont de la rédaction d'HR).



POLITIQUE ET SOCIAL

Sidérurgie : l'intervention accrue de l'Etat

Quelles raisons ?

René BREAND

Les temps sont loin où les patrons de la sidérurgie pouvaient se contenter de produire de l'acier, en étant sûr d'avance que le produit qu'il fabriquait leur serait acheté. Cette situation très avantageuse pour les capitalistes était celle d'avant la Première Guerre mondiale et elle s'est assez maintenue entre les deux guerres.

Les marchés intérieurs des différents pays absorbaient la quasi-totalité de la production sidérurgique, en général la demande dépassait l'offre. L'exportation était faible, mais restait assez largement ouverte en cas de nécessité, de surproduction.

A partir des années 1960, la situation a radicalement changé. Lorsque la reconstruction de l'après-guerre fut à peu près achevée, et lorsque les besoins les plus pressants en acier furent calmés, une concurrence très vive, se renforçant d'année en année, pour prendre des formes aiguës et violentes durant les périodes de crise, est devenue la règle permanente de tous les marchés capitalistes, y compris des marchés intérieurs européens. Les causes de cette concurrence internationale sont nombreuses et convergentes :

- Création de nouvelles industries sidérurgiques dans le monde, aussi bien dans les pays producteurs traditionnels d'acier que dans de nombreux pays « neufs ».
- Développement des moyens de transports et dans de nombreux cas, coût très bas de ces transports. Ainsi le minerai de fer amené dans les ports de Dunkerque et de Fos-sur-Mer a un coût inférieur malgré le transport à celui extrait en Lorraine.
- La politique commerciale de certains concurrents (Japon, etc.) qui exportent à des prix très bas.
- La concurrence de matériaux de remplacement (non-ferreux, plastiques, etc.)

DIMINUER LES COÛTS

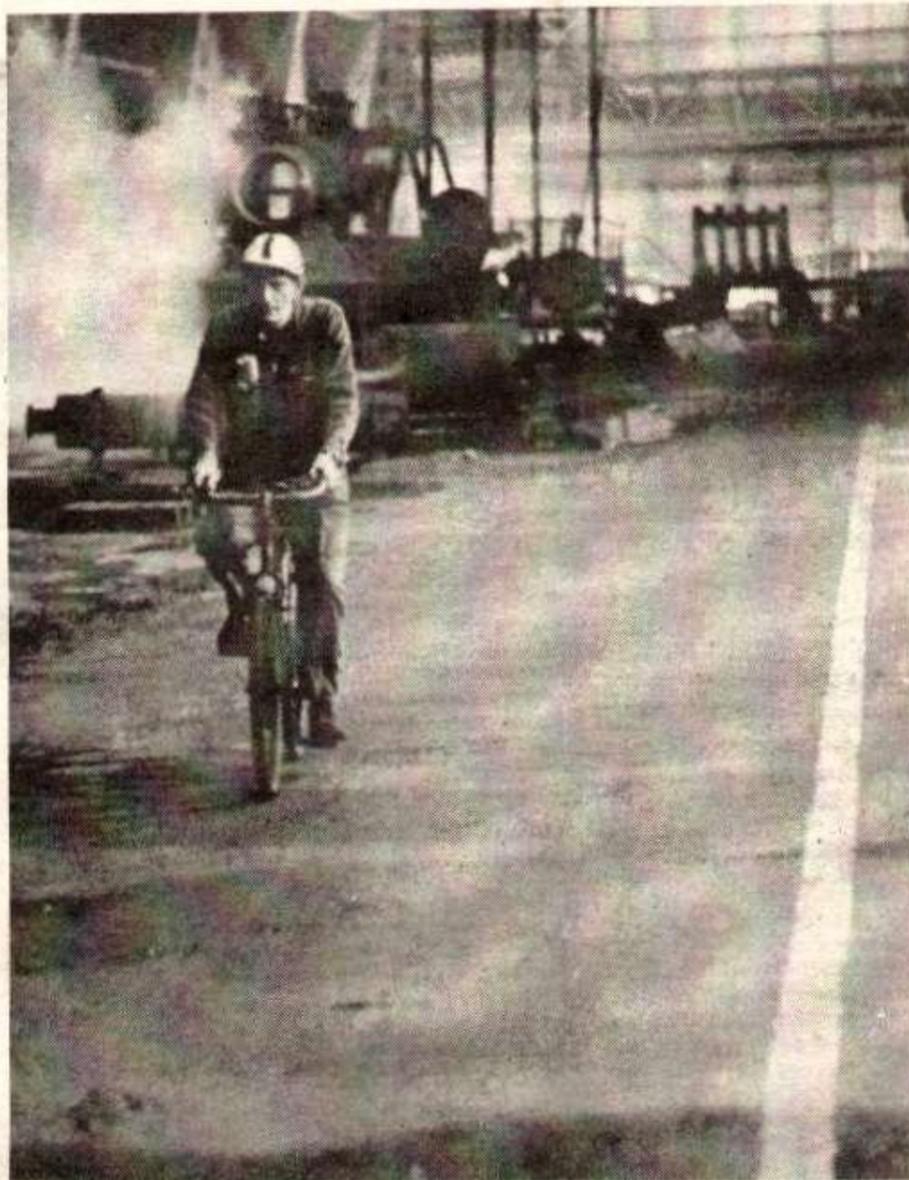
Dans ces batailles de concurrence, c'est le prix qui

est l'arme décisive. Les capitalistes font tout ce qui est possible pour baisser le prix de revient de l'acier : ils remplacent les ouvriers par des machines, licencient, intensifient les cadences. Ils baissent les prix du minerai, celui des transports maritimes et fluviaux, du combustible. Accroître la production de l'acier, par heure de travail : voilà leur but, bien sûr, c'est l'ouvrier qui trinque. Ainsi en 1975, pour produire une tonne d'acier, il fallait à la sidérurgie française 12 h 12, à la Belgique 8 h 10, à la RFA 8 h 63 et au Japon, moins de 7 h.

INTERVENTION DE L'ÉTAT

Dès 1963-64, les patrons des forges ont obtenu un prêt de l'État à des conditions très avantageuses pour être plus « compétitifs », puis leur endettement ne cessa d'augmenter pour tourner aujourd'hui autour de 40 milliards. Bien sûr, ces prêts étaient faits à des conditions très avantageuses

pour eux, et c'est l'argent des travailleurs qu'ils recevaient ainsi par le biais du budget de l'État, et aujourd'hui, l'État aurait l'in-



tervention de leur faire cadeau de sa part et de devenir dans une certaine mesure patron dans la sidérurgie.

Cette méthode des capitalistes pour combler leur déficit n'est pas nouvelle ; ainsi en 1945, ce qui deviendra la SNCF connaissait des déficits identiques.

On voit que la raison fondamentale de la crise de la sidérurgie c'est la concurrence des trusts entre eux, concurrence qui est une des règles du fonctionnement du système capitaliste. Par ailleurs, n'importe qui peut se rendre compte de la place qu'occupe l'acier dans l'é-

conomie.

Si l'État s'engage dans une intervention accrue c'est pour ces deux raisons. Maintenir en le restructurant un secteur de base de l'industrie. Compenser par ses apports financiers le manque à gagner des patrons de la sidérurgie.

Europe Airbus ou Boeing

Discuté au récent sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, le dossier Airbus illustre assez bien comment les monopoles européens tendent à développer leur coopération pour disputer certains marchés aux Américains. Il illustre également les difficultés qu'ils rencontrent dans ce sens.

Le programme franco-allemand pour la construction d'un transporteur civil Airbus a été lancé en 1967. Il s'agissait, notamment pour la SNIAS, de construire un avion susceptible de faire pièce à la domination écrasante des USA et de Boeing dans le domaine de l'aviation civile - les succès commerciaux de Caravelle appartenaient déjà au passé.

A l'origine, l'Angleterre était partie prenante d'un tel accord de coopération, mais elle devait s'en retirer deux ans plus tard. Le Consortium Airbus-Industries - regroupant finalement la France, la RFA et l'Espagne - réalisa donc un modèle Airbus A 300 qui fut commercialisé avec un certain succès.

Il fut même, fait sans précédent, commandé par une compagnie américaine, la Eastern Airlines.

Au stade actuel, les monopoles aéronautiques envi-

sagent le développement de ce programme à travers de nouveaux modèles de l'avion européen. Et c'est là que se repose la question d'une participation anglaise. En effet, élargir la coopération à l'industrie aéronautique de Grande-Bretagne, c'est la possibilité de réduire le coût de l'avion pour chacune des parties et c'est augmenter ses possibilités commerciales. Certains ajoutent une raison supplémentaire du côté allemand : la participation anglaise ferait contre-poids aux monopoles français qui auraient tendance à jouer un rôle dominant dans la coopération.

Mais voilà la position anglaise est assez contradictoire. Désireux d'un côté de participer à Airbus-Industries, ce qui aurait l'avantage d'améliorer le plan de charge du constructeur British Aerospace, le gouvernement anglais a d'autre part donné le feu vert à la compagnie British

Airways pour s'équiper avec des Boeing plutôt qu'avec Airbus. En effet, les Boeing en question sont équipés de moteurs anglais Rolls Royce. Là-dessus, Giscard s'indigne et s'oppose à une participation anglaise à Airbus. Cette contradiction anglaise est d'ailleurs révélatrice du dilemme devant lequel sont les monopoles aéronautiques anglais et européens : soit faire des affaires garanties en devenant de simples sous-traitants des monopoles US, soit se lancer dans des projets européens dont l'issue commerciale est beaucoup plus incertaine : rappelez-vous Concorde !

Singulièrement, le PCF se fait l'ardent défenseur d'une aéronautique européenne et, concrètement, de la coopération franco-allemande. Il est vrai que l'aéronautique d'outre-Rhin ne pèse pas d'un grand poids face aux constructeurs français d'avions et de moteurs d'avions.

Actuellement, une solution de compromis franco-allemande serait en préparation suite au sommet d'Aix-la-Chapelle pour associer tout de même l'Angleterre au programme Airbus.

Pierre MARCEAU

Eternit : manifestation à Paris pour sauver l'emploi

Le 18 septembre, à Paris, 350 travailleurs du groupe Eternit se sont réunis pour manifester leur détermination à lutter contre le projet des 975 licenciements qui les menace. Ils ont manifesté à l'appel des syndicats CGT et CFDT et étaient venus d'une dizaine d'usines de toute la France.

975 licenciements, c'est 20% de l'effectif global du groupe Eternit-France qui sont supprimés, c'est la fermeture de l'usine de Caronte dans les Bouches-du-Rhône (125 salariés), 431 travailleurs mis à la porte à Prouvy, dans le Nord, et 419 licenciements entre les usines de Triel-Verneuillet, dans les Yvelines, Vitry, Rennes et Albi.

La mobilisation se développe dans tout le groupe où la combativité a toujours été forte en partie à cause des conditions de travail : le groupe Eternit-France fabrique des matériaux en amiante-ciment et on connaît le danger que représente la manipulation de l'amiante.

Le comité d'entreprise du groupe a demandé une contre-expertise et le rapport de l'expert pose un

certain nombre de questions.

D'abord, le bilan d'Eternit-Industries ne tient pas compte des rapports entre Eternit-Industries et le groupe plus vaste Eternit-France (qui comprend, en particulier, une branche tuile-béton avec Dépotan et une branche revêtement de sol avec Dalami, en plus de l'amiante-ciment) ; il ne tient pas compte non plus des 23,37% d'actions qu'Eternit-Industries a pris dans la société luxembourgeoise d'amiante Team qui a des ramifications en Afrique et en Extrême-Orient.

Le tout étant une filiale du holding SAFE, contrôlé par la Compagnie financière Eternit (belge) et la famille Cuvelier (21,5%).

L'expert précise que

« la politique suivie par le groupe Eternit-France, depuis deux ans, semble être celle d'une restructuration de ses actifs » et que « d'après les bilans au 31 décembre 1972, la situation financière du groupe Eternit, en France, semble saine. »

C'est pourquoi, parallèlement à la mobilisation, les CE du groupe poursuivent la direction en justice devant les référés.

La logique du capitalisme, à l'heure du développement des multinationales, entraîne parfois les industriels et les financiers à réduire l'activité d'une branche dans un pays pour la développer dans un autre où le marché est plus immédiat et les profits plus grands.

Ainsi, il semble que l'usine de Caronte est fermée parce que la production sera faite en Grèce et en Tunisie.

Les travailleurs d'Eternit en manifestant pour leur emploi montrent qu'ils refusent de faire les frais de la logique capitaliste et de la restructuration.

Rencontre Séguy-Maire

Accord pour l'inaction !

Maire et Séguy se sont rencontrés lundi 18 dans la soirée pour discuter de leur stratégie intersyndicale des mois à venir. Sur quoi se sont-ils mis d'accord ?

« Il faut d'abord, a dit Maire, développer les actions convergentes dans les entreprises, les branches professionnelles et les régions, et surtout dans les poches du chômage. »

Quant à Séguy qui déclarait à la Porte de Pantin le 5 septembre « Il dépend essentiellement des initiatives des organisations syndicales et de la détermination des militants que l'action se développe dans les entreprises, qu'elle se coordonne par branche, par localité, département, région... » (Le peuple du 15 août au 5 septembre), il répond que la CGT n'oppose pas les initiatives locales aux initiatives nationales. (La CGT proposait une semaine d'action nationale sur l'emploi).

Il est intéressant de constater que le leader CFDT refuse une action nationale, en s'appuyant sur le refus, qui grandit parmi les travailleurs, « des journées nationales d'action-bidon », si souvent critiquées pour leur inefficacité et leur rôle de soupape à la lutte. Mais comme alternative, il ne donne aucune directive concrète ; Séguy de son côté n'est pas plus précis, ce qui signifie « pas d'action dans l'immédiat ». D'ailleurs, les déclarations finales des deux

directions syndicales sont claires à ce sujet :

« Il s'est dégagé une ligne d'action commune pour des actions dans les entreprises, les branches professionnelles, les régions. L'unité reste une importante condition pour obtenir des résultats. Mais nous avons constaté des divergences sur la façon dont les confédérations doivent se situer dans cette action, nous ferons en sorte à la CFDT que sur le terrain, ces actions se traduisent par de meilleures convergences possibles, afin que le prochain trimestre voit le réveil des luttes sociales. »

Ainsi on voit à quoi aboutissent les grandes déclarations des leaders syndicaux, qui savent reprendre dans leurs discours les aspirations des travailleurs mais qui, dans les faits, en restent aux grandes phrases creuses quand il s'agit d'organiser la lutte contre la dégradation continue des conditions d'existence des travailleurs.

Si on s'en tient aux paroles de Maire citées plus haut, la seule chose précise est que ni lui ni Séguy n'ont prévu de réveil des luttes sociales avant le prochain trimestre !

Voilà une bonne nouvelle pour les patrons et le gouvernement : ils peuvent continuer à porter les coups, ils n'ont pas à craindre les dirigeants des deux principaux syndicats.

René BREAND



Une rencontre Séguy-Maire de plus. Les travailleurs n'y trouvent jamais leur compte.

A situation nouvelle, tactique nouvelle (1)

Lycées et CET : Des délégués pour s'unir et pour lutter

La direction nationale de la Jeunesse communiste marxiste léniniste de France (JCMLF) nous a communiqué une série de quatre articles. Ils expriment les orientations adoptées en mars 1978 par la conférence nationale de la JCMLF « sur les lycées et les CET ».

Le premier article fournit des explications sur le changement de situation des lycéens et des collégiens (voir article ci-contre). Le deuxième article donnera les axes revendicatifs des collégiens et des lycéens. Le troisième abordera les problèmes d'organisation des lycéens et des collégiens et plus particulièrement le rôle qu'une classe peut donner au délégué de classe. Le quatrième s'attachera à montrer la nécessité d'unir les collégiens de CET et les lycéens sur les mêmes bases revendicatives.

Cette série de quatre articles résulte d'une année d'enquête réalisée par la JCMLF sur les questions lycéennes et sur les CET.

Qui, parmi nous, pourrait nier encore que les choses ont changé dans les lycées et CET quand on compare le mouvement lycéen des années qui ont suivi Mai 1968 jusqu'au dernier grand mouvement national de 1975 contre la réforme Haby, et ces trois dernières années 1976, 1977, 1978.

Ce qui a changé, ce n'est pas la nature de l'enseignement : l'école de la bourgeoisie reste plus que jamais son école ; ce n'est pas la sélection sociale, si ce n'est qu'elle s'est renforcée ; ce n'est pas la répression et l'exploitation dans les CET, si ce n'est qu'elles se sont durcies. Ce n'est donc pas, surtout pas, la nécessité pour les jeunes des lycées et des CET de lutter contre cette école...

Et pourtant... elles sont loin, aujourd'hui, les grandes mobilisations nationales de 1973 contre les réformes Debré et Royer, de



1974 contre la réforme Fontanet, de 1975, déjà dispersée et limitée, contre la réforme Haby. Est-ce à dire que les lycéens et collégiens ne luttent plus ou ne veulent plus lutter ? Sûrement pas ! Nationales, à objectifs directement politiques (comme lorsqu'on refuse en bloc une réforme), les luttes ne l'ont pas été ces trois dernières années.

Nombreuses, fermes, sur des objectifs ou des revendications plus accessibles à tous, plus immédiates, plus victorieuses aussi, mais locales et isolées, elles l'ont été.

Il suffit de rappeler la lutte, il y a deux ans, des lycéens de Rabelais à Saint-Brieuc. Contre quoi se battaient-ils ? Contre une réforme dont il est difficile de comprendre tous les tenants et les aboutissants de façon globale ? Non. Contre une manifestation concrète de cette réforme, visible aux yeux de tous, clairement compréhensible, plus directement contre-attaquable ? Oui : le renvoi arbitraire de deux élèves, exemple concret de la répression accrue, incluse dans la réforme Haby. Tous unis sur cette cible, ils ont gagné !

L'an dernier encore, au CET (appelé désormais LEP) du Pargo à Vannes, ils n'ont pas voté la grève sur un ras-le-bol sans objectifs. Ils l'ont votée contre les mauvaises conditions quotidiennes d'hygiène, de sécurité, de vie dans leur CET : pour un pont élévateur neuf à la place de l'ancien qui mettait en danger leur vie, pour l'espace vital dans les ateliers, pour le droit de sortie et de réunion, contre les

brimades et les coups, contre la discrimination et le cloisonnement gars-filles et la répression sexuelle : ils ont gagné !

Voilà qui est encourageant. Certes, la mobilisation lycéenne est moins spontanée, la combativité émoussée par un net développement de l'individualisme, du défaitisme engendré par les échecs des luttes nationales aux objectifs trop flous, par la suppression des internats et l'éclatement de la vie sur l'établissement. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, ce sont là des choses voulues et encouragées par l'administration.

Moins combattifs donc ? Peut-être, mais aussi plus circonspects ; on n'en veut plus des luttes pour la lutte ; et puis la place est chère, le chômage menaçant. Mais, pourtant, les efforts scolaires ne suffisent pas à écarter les mauvais coups que la bourgeoisie porte aux jeunes. Le bac ou le CAP ne sont pas une garantie d'emploi ; la lutte est plus que jamais à l'ordre du jour ; ce qui a changé par contre, ce sont les conditions de cette lutte et ses objectifs.

Le mouvement lycéen doit donc s'adapter à ces conditions nouvelles et ne pas s'obstiner sur des formes d'organisation devenues inadéquates.

Ce qu'il faut, c'est s'organiser et se battre sur des objectifs et dans un cadre permettant de réaliser l'unité des élèves dans la lutte.

Demain, on abordera le problème des revendications des lycéens et des collégiens.

Rencontre Boulin-Séguy

Les travailleurs sont gros Jean comme devant

Lundi matin également a eu lieu une rencontre entre Boulin, le ministre du chômage, et les dirigeants de la CGT dont Séguy et Krasucki.

Quand on voit comment les travailleurs de Marseille ou de Toulouse envisagent les discussions avec le même Boulin qui, d'ailleurs, prend soin de les éviter, celles-là, on se demande ce que vont faire, à froid, les leaders syndicaux dans les salons du ministère. Écoutez la réponse de la bouche de Séguy : « Nous étions venus dans l'intention de poser un certain nombre de propositions et de développer nos solutions, force est de constater que nous repar- tons bredouilles. »

Ainsi les ministres de Giscard ne sont plus des ennemis de classe des travailleurs ; on développe devant eux un « certain nombre de solutions ». Eux qui font donner régulièrement les flics contre les travailleurs, ils seraient convaincus qu'il faut arrêter de licencier, qu'il faut augmenter les salaires !

Il y a bien longtemps que l'expérience a montré qu'il n'en était rien et que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action.

A la CTB de Pont-de-Buis (Finistère)

Surexploitation des femmes



En juin dernier, les ouvrières de CTB (Constructions téléphoniques de Bretagne) de Pont-de-Buis ont entrepris un mouvement pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Elles sont allées manifester à Pont-de-Buis puis à Quimper. Le patron et le préfet ont fait preuve d'une intransigeance totale, mais les revendications restent à l'ordre du jour. Comment ne le seraient-elles pas vu les salaires de misère et les cadences. C'est tout cela qu'explique notre correspondant qui demande de faire connaître cette lutte et cette situation pour élargir la solidarité.

Les constructions téléphoniques de Bretagne (CTB) sont une entreprise implantée à Pont-de-Buis. Avec les Constructions téléphoniques de Douarnenez (CDT) et la SIDEPE (filiale de la CTB construisant des boîtiers), celles-ci détiennent 90% du marché français de la fabrication de téléphones. Elle emploie environ 1 000 personnes dont les neuf dixièmes sont des femmes.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les ouvrières n'ayant qu'un salaire de misère (1 700 F par mois), amélioré de quelques miettes que sont les primes de rendement pour un travail épuisant et parfois même dangereux, un conflit couvait déjà depuis longtemps. Les cadences sont tellement élevées que très peu d'ouvrières réussissent à les suivre.

Les ouvrières - certaines habitent à plus de 50 km de Pont-de-Buis - doivent utiliser leur propre moyen de locomotion sans indemnisation (prime de transport), alors que d'autres entreprises voisines peuvent bénéficier de circuits de ramassage (la tristement célèbre poudrerie par exemple).

Quand aux conditions de travail, elles sont loin d'être

brillantes. L'air des ateliers des soudeuses n'est ni ventilé, ni climatisé bien que les fumées dégagées contiennent de la résine qui détériore les machines (et les poumons!). Les ouvrières travaillant aux cadrons reçoivent des décharges électriques de machines mal réglées, ces décharges étant dues, d'après les monitrices et la direction, à une mauvaise utilisation des machines par les ouvrières!

Le patron refuse aussi de tenir compte des certificats de la médecine du travail, pour ne plus faire les deux-huit par exemple. Il licencie facilement pour des retards au boulot, pour, soi-disant, du mauvais travail et mauvais rendement ou sur l'ordre d'une monitrice. Certains couples ne peuvent pas harmoniser leurs heures de travail.

La lutte

La lutte de juin, ce fut essentiellement la rupture des cadences accompagnée de débrayages une demi-heure par jour.

Mercredi 13 juin, le patron était séquestré plusieurs heures. Le 15, une manifestation regroupait, le matin, les ouvrières de la CTB, les travailleurs de la poudrerie, les travailleurs d'Etat participant au mouvement de grève des arsenaux. L'après-midi, un bon millier d'ouvrières des CTB, des CDT et de la SIDEPE se retrouvait devant la sous-préfecture de Châteaulin, truffée de gendarmes. Le lundi suivant, une manifestation, organisée par la CGT, à Quimper cette fois (sous prétexte que le sous-préfet de Châteaulin n'était pas un interlocuteur valable), se soldait par un échec, essentiellement à cause d'un évident manque de préparation.

Depuis les ouvrières de CTB ont bien cassé les cadences, mais le patron ne cède toujours pas.

Montpellier

Encore une boîte du bâtiment en liquidation !

La CIB (Consortium industriel du bâtiment), ce nom très pompeux renferme une réalité vécue par les travailleurs qui est loin d'être brillante.

C'est le genre de boîte où la direction s'est permis pendant de nombreuses années de bafouer les droits les plus élémentaires des travailleurs (non paiement des intempéries, pas de sécurité dans le travail, pas d'hygiène, augmentations punitives non respectées... etc).

Aussi, en juin 1978, un refus de payer les intempéries a fait déborder la colère et l'ensemble des travailleurs s'est mis en grève. Cette grève, d'une quinzaine de jours, animée par la section CGT, a permis d'arracher quelques revendications.

Vendredi 8 septembre : sur un chantier CIB à la Paillade Nord (près des « Tritons »), après le boulot, le soir, c'est le jour de la paie, tous les travailleurs sont rassemblés autour de

la baraque des chefs... Mais la paie n'est pas là ! Le directeur est introuvable (soi-disant malade !). Aussi les travailleurs, après une discussion très tendue avec les chefs, décident de se mettre en grève à partir de lundi matin si la paie n'est pas là.

Lundi 11 septembre, la paie n'étant toujours pas arrivée, c'est la grève totale sur tous les chantiers CIB de Montpellier. Les travailleurs exigent le paiement intégral des salaires, la vérité sur la situation de l'entreprise, la sécurité de l'emploi.

En fait, les bruits les plus alarmants courent déjà et c'est en fait une lutte contre les licenciements que devront mener les travailleurs s'ils ne veulent pas être jetés par charrettes entières au chômage.

Les administrateurs de la CIB, eux, n'auront qu'à placer leur fric ailleurs. Pas de chômage pour ces messieurs ! Un travailleur du bâtiment

SMAC - Nantes

Huitième semaine de grève

Sous la conduite de leur section CGT, les travailleurs de la SMAC entament aujourd'hui lundi, leur huitième semaine de grève. (Voir HR du mercredi 13 septembre). Ils luttent toujours contre huit licenciements qui sont en fait de la répression syndicale et pour leur pouvoir d'achat qui a été fortement réduit cette année. Le patron refuse toujours de négocier et compte

sur le pourrissement. Pour tenir dans la grève, les ouvriers développent une active campagne de solidarité en distribuant des tracts et en organisant des souscriptions sur les marchés et à l'entrée des grands magasins et des grosses usines nantaises. Pour les soutenir nous impulsions la solidarité financière dans nos sections syndicales et sur nos lieux de travail.

Néogravure : grève totale

Vendredi dernier, une partie des ouvriers de la Néogravure (Corbeil Essonne) « retenait », durant une dizaine d'heures, six membres de la direction de cette entreprise, en vue d'obtenir l'ouverture d'une discussion avec les pouvoirs publics. Les six directeurs étaient finalement relâchés suite à l'engagement formel

de leur part de demander au préfet d'organiser une table ronde.

Lundi matin, revenant sur la promesse, la direction a porté plainte contre X pour séquestration. Le personnel s'est alors réuni en assemblée générale dans la foulée et a décidé de se mettre en grève pour les diverses revendications

Manifestation de soutien au peuple iranien à Lyon
Place Dupont Vendredi 18h
A l'appel du PCRML et du PCMLF

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (17 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

LE PCF ET L'URSS



Quoi de neuf ?

Discours de Kim Il Sung à l'occasion du 30e anniversaire de la République démocratique de Corée

Il faut un front uni

La République populaire et démocratique de Corée vient de fêter ses trente années d'existence. A cette occasion, le camarade Kim Il Sung, dirigeant du Parti du travail de Corée, a rappelé les positions de son pays sur les questions suivantes : la politique intérieure et l'édification du pays, la réunification de la Corée (voir l'autre article) et la politique internationale.

En ce qui concerne la politique à suivre à l'intérieur, Kim Il Sung a insisté sur la nécessité d'appliquer parfaitement les idées du *Djouché* (ou compter sur ses propres forces) dans trois directions : la souveraineté politique, l'indépendance économique et l'autodéfense du territoire.

« Toutes ses lignes et politiques, le gouvernement les a établies de son propre chef, conformément à la réalité de notre pays, puis il les a appliquées en faisant appel aux forces de son propre peuple. Nous nous sommes opposés au servilisme à l'égard des grandes puissances et au dogmatisme... »

Soulignant qu'après l'instauration du socialisme, il faut poursuivre la révolution, Kim Il Sung a appelé le peuple à mener « les trois révolutions » : idéologique, technique et culturelle, seul moyen pour construire un pays puissant, débarrasser

l'homme des séquelles de l'ancienne société et surmonter les entraves de la nature.

Dans la dernière partie de son discours, le camarade Kim Il Sung a analysé la situation internationale et fixé les tâches des divers peuples et pays du monde : « Aujourd'hui, dans l'arène internationale, fait rage la lutte entre les forces indépendantes et les forces dominationnistes, entre les forces révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires. Alarmés par la croissance continue des forces révolutionnaires mondiales, les dominationnistes anciens et nouveaux se démènent désespérément pour maintenir leur empire ».

L'URGENCE DU FRONT UNI

Après avoir souligné que les impérialistes cherchent à utiliser la division et à dresser les pays

du tiers monde les uns contre les autres pour mieux les dominer, Kim Il Sung a rappelé l'urgence de former un front uni : « En vue de mener une lutte vigoureuse contre l'impérialisme et tout autre dominationnisme, les pays des nouvelles forces montantes doivent former un large front uni. Un tel front leur fournira une garantie décisive pour sortir victorieux de leur lutte contre l'impérialisme et le dominationnisme. Sa formation s'avère d'autant plus importante qu'à l'heure actuelle, les impérialistes et les autres dominationnistes intensifient leurs manœuvres de désunion, de discorde et de mainmise à l'égard des pays nouvellement indépendants » (...). « Dans leur lutte contre les ennemis communs, les pays des nouvelles forces montantes doivent mettre l'union au premier plan, y subordonner tout et s'unir fermement en transcendant les différences de régime social, d'opinion politique et de croyance. Ces différences ne peuvent en aucun cas dresser des obstacles à leur union. Leur communauté est plus importante que la différence entre eux et la force de leur union est plus puissante que la tentative de les désunir. »

Alors que Cuba et le Vietnam, aux ordres de Moscou, ont jus-



Kim Il Sung et Houa Kouo-feng au mois de mai 1978.

tement cherché, à la dernière conférence ministérielle des non-alignés, à monter en épingle les différences entre les divers pays non-alignés, alors que Cuba se vend comme mercenaire, en envoyant ses soldats combattre en Afrique pour le compte de Moscou, alors que le Vietnam agresse le Cambodge et appelle à en renverser le gouvernement légitime, Kim Il Sung a fait cette mise en garde : « Les pays non-alignés et les pays du tiers-monde doivent catégoriquement repousser toute ingérence étrangère et refuser de suivre aveuglément d'autres pays ou de faire office de leurs laquais. De même, les pays des nouvelles forces montantes sont appelés à respecter la souveraineté des uns et des autres et s'abstenir de blâmer d'autres pays de ce qu'ils font ou de se mêler de leurs affaires intérieures. »

Puis, Kim Il Sung a rappelé le soutien de la Corée à l'établissement d'un nouvel ordre économique international « équitable et correspondant aux intérêts des peuples qui constituent les nouvelles forces montantes. »

Il a terminé en appelant les peuples du monde à lutter pour « enrayer et déjouer les manœuvres d'agression et de guerre de l'impérialisme ».

« En s'unissant avec tous les peuples révolutionnaires du monde qui défendent leur souveraineté, le gouvernement de la République populaire et démocratique de Corée et le peuple coréen lutteront toujours énergiquement contre l'impérialisme et tout autre dominationnisme et pour la paix, la démocratie, l'indépendance nationale et l'édification d'une société nouvelle. »

30 années de lutte pour la réunification

« *Ridgway-la- peste, go home* » : ce slogan qui retentit dans les rues de Paris lors des gigantesques manifestations de 1952, est révélateur du soutien internationaliste et de la sympathie que le peuple français accordait à la lutte du peuple coréen, pour la réunification du pays divisé, contre l'impérialisme américain.

Pourtant, aujourd'hui, certains voudraient faire croire que la division de la Corée est un fait historique, immuable, contre lequel on ne peut plus rien. Il n'est donc pas inutile de rappeler les principaux événements qui ont engendré cette situation anormale ainsi que la position du gouvernement de Corée du Nord pour arriver à réunifier le pays.

15 août 1945 : aidé par l'Armée soviétique, le peuple coréen met fin au nord du pays à 35 années de domination japonaise.

8 septembre 1945 : l'armée américaine, dirigée par Mac Arthur, débarque au sud du pays (en dessous du 38e parallèle) ; c'est le début d'une situation qui va s'éterniser car les USA n'ont pas du tout l'intention d'évacuer la Corée.

Mai 1948 : voulant assurer leur domination sur le sud du pays, puis mettre la main sur le nord, les Américains s'adressent à l'ONU pour organiser des élections séparées au sud. La répression qui accompagne les élections fait 500 morts. Les USA installent un gouvernement fantoche au sud du pays.

Août 1948 : les divers partis coréens du sud au nord, y compris certains partis de droite qui

sont contre la domination américaine, décident d'organiser des élections nationales sur tout le territoire. Le 25 août, le peuple coréen vote massivement. Malgré la terreur, 77,2 % de la population du sud participe aux élections.

8 septembre 1948 : les 360 députés élus au sud et les 212 au nord, élisent à l'unanimité Kim Il Sung président de la République démocratique et populaire de Corée. L'Union soviétique qui salue immédiatement la fondation de la nouvelle république, propose aux USA un retrait simultané des troupes russes et américaines.

Décembre 1948 : malgré le refus des USA d'évacuer le sud du pays, l'URSS retire ses propres troupes du Nord.

Au sud, la répression s'accroît. Entre août 1945 et juin 1950, on dénombre 250 000 massacrés et 600 000 emprisonnés.

25 juin 1950 : l'armée sud-coréenne aidée par la 24e division américaine pénètre au nord du 38e parallèle : c'est la guerre.

Mais en six semaines, l'Armée populaire nord-coréenne reprend le dessus. La 24e division US est mise en pièces, 90 % du territoire et 92 % de la population du sud sont libérés.

27 juin 1950 : Washington demande la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Le 30, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande mettent leur flotte au service de l'intervention américaine, couverte par l'ONU. (A cette époque, les pays du tiers monde n'étant pas encore indépendants, ne siégeaient pas à l'ONU. C'était donc les pays impérialistes dirigés par les USA qui dominaient en fait à l'ONU)

Mac Arthur prend la direction des forces de l'ONU. Il sera remplacé plus tard par Ridgway. Malgré une écrasante supériorité numérique et matérielle, il faudra vingt jours aux forces américaines pour reprendre Séoul (l'actuelle capitale du sud).

8 octobre 1950 : Mac Arthur vient d'attaquer au nord du 38e parallèle et les violations de l'espace aérien chinois sont fréquentes.

Mao Tsé-toung lance un appel aux « *Volontaires du peuple chinois* » pour aider le peuple coréen dans sa lutte contre l'agression américaine.

25 octobre 1950 - 8 janvier 1951 : les forces américaines sous le drapeau de l'ONU sont repoussées au sud du 38e parallèle.

27 juillet 1953 : après 3 années de guerre qui ont fait des milliers de morts (Ridgway la peste a utilisé les armes bactériologiques), un armistice est signé à Panmunjon. L'article 4 stipule qu'une réunion doit avoir lieu dans les trois mois pour régler le retrait des troupes étrangères. Vingt-cinq ans plus tard, les troupes américaines sont toujours là !

AUJOURD'HUI

Le 9 septembre 1978, le camarade Kim Il Sung, à l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire démocratique de Corée, a formulé de nouveau le souhait du peuple coréen d'aboutir à la réunification de sa patrie « en toute indépendance, selon des principes démocratiques et par la voie pacifique ».

Après avoir dénoncé l'impérialisme américain et le gou-

vernement sud-coréen à sa solde qui veulent faire admettre par le monde entier l'existence de deux Corées, Kim Il Sung a indiqué : « La Corée doit absolument recouvrer son unité. Du point de vue historique, la nation coréenne est une nation homogène et notre peuple désire unanimement la réunification. »

Après avoir souligné que « le problème de la réunification de la Corée doit être résolu dans la paix, par voie de dialogue », Kim Il Sung précise toutefois :

« Nous ne pouvons en aucun cas engager un dialogue visant à la division. Nous ne devons entreprendre qu'un dialogue tendant à la réunification. »

Exprimant le désir de la République populaire et démocratique de Corée de « favoriser l'union avec tout parti politique de Corée du Sud sur la base de l'idée d'une grande unité nationale », Kim Il Sung déclare qu'il « est indispensable de démocratiser la société sud-coréenne », c'est-à-dire d'abolir les lois anticommunistes et fascistes et de rétablir les libertés démocratiques de parole, de réunion, etc.

Et enfin, « pour réunifier la patrie en toute indépendance et par voie pacifique, il faut repousser catégoriquement toutes les interventions étrangères, notamment des États-Unis. »

Quant à nous, communistes français, nous soutenons pleinement le souhait du peuple coréen d'aboutir à la réunification de son pays, nous exigeons que le gouvernement français cesse ses relations diplomatiques avec la Corée du Sud et reconnaisse enfin la République populaire démocratique de Corée.

Claude LIRIA

L'HUMANITÉ ROUGE - Jeudi 21 septembre 1978



Au sud du pays, le peuple mène la lutte contre le fascisme et pour la réunification (ici, manifestation de journalistes pour la liberté de la presse).